



CAPSULESMONDE

BULLETIN N° 8

SOMMAIRE

Mondialisation et culture

Politiques publiques

- Canada - [La réglementation des télécommunications](#)
- France - [Le droit d'auteur dans la société de l'information](#)

Indicateurs

- Canada - [Le commerce mondial des services de la culture](#)

Nouvelles technologies

- International - [La diversité linguistique à l'ère du numérique](#)
-

Mondialisation et économie

Réduction de la pauvreté et développement

- International - [Commerce international et justice sociale](#)

Pays émergents

- Chine - [Les défis d'une rapide croissance économique](#)

Indicateurs

- Canada - [La place du Canada dans le commerce mondial](#)

Politiques publiques

- Union Européenne - [Corriger les écueils de la mondialisation](#)

Mondialisation et éducation

Gestion

- Europe - [Des systèmes éducatifs en déroute ?](#)

L'internationalisation de l'éducation

- International - [Une enquête confirme la priorité accordée à l'internationalisation des études supérieures](#)

Mondialisation et environnement

Les ressources naturelles

- Canada - [La conservation des forêts au Canada passe par des politiques et des lois plus musclées](#)

Les changements climatiques

- Asie - [Par quels moyens la Chine et l'Inde peuvent-ils contribuer à la réduction des GES ?](#)

- Royaume-Uni - [La mise en œuvre du Protocole de Kyoto et l'après-Kyoto selon le Royaume-Uni](#)

Politiques environnementales

- États-Unis - [Un appel à une plus grande présence du politique dans la lutte aux changements climatiques](#)

Mondialisation et santé

Tendances

- Europe - [Implications bioéthiques de la mondialisation et politiques](#)

Normes internationales

- International - [Vers un traité encadrant les procédés pharmaceutiques](#)

Pandémies

- États-Unis - [Priorités pour l'action contre le H5N1](#)

- FMI - [Impact financier et économique global d'une pandémie: intervention](#)

Mondialisation et sécurité

Sécurité civile

- International - [La sécurité humaine et la lutte au terrorisme mondial](#)

Terrorisme

- Australie - [Mesure contre la prolifération](#)

- États-Unis - [Les États-Unis et la guerre contre le terrorisme mondial ?](#)

Périmètres de sécurité

- Canada - [Remise en question de la souveraineté du Canada en Arctique](#)

Le prisme de la mondialisation

Points de vue multisectoriels

- États-Unis - [Les défis de la mondialisation](#)

- France - [Paradoxes à l'égard de la mondialisation](#)

Mondialisation et culture

Politiques publiques

Canada - La réglementation des télécommunications

En avril 2005, le ministre fédéral de l'Industrie mettait sur pied le Groupe d'étude sur le cadre réglementaire des télécommunications. Près d'un an plus tard, le Groupe d'étude étaye une centaine de recommandations dans son rapport final. Selon ces experts, une réforme fondamentale des institutions, politiques, lois et règlements canadiens du secteur des télécommunications est nécessaire afin de permettre une adaptation plus rapide de l'industrie aux «nouvelles tendances du marché». L'examen en profondeur du cadre canadien de radiodiffusion de même que la libéralisation progressive des règles sur la propriété étrangère pour les entreprises de télécommunications, mises à part celles de radiodiffusion, sont quelques unes des recommandations que l'on retrouve dans ce rapport.

Groupe d'étude sur le cadre réglementaire des télécommunications. Rapport final 2006. Canada, 2006.

<http://www.telecomreview.ca/epic/internet/intprp-gecrt.nsf/vwapj/repor...>

[Document de référence](#)

Par : LEPPM

France - Le droit d'auteur dans la société de l'information

Le 21 mars, le Parlement français votait l'adoption du projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information (DADVSI). Le sujet brûlant du téléchargement et du partage de fichiers musicaux et vidéo sur Internet est au cœur de ce projet de loi qui fait suite à l'adoption de la directive européenne sur cette question. Le projet de loi a pour principal objectif de protéger les droits des créateurs tout en garantissant aux internautes une offre légale, diversifiée et abondante de contenus musicaux et vidéo. Il prévoit notamment des amendes pour les différentes infractions répertoriées soit, le téléchargement illégal de musique ou de films, l'échange de fichiers de façon illégale ou la diffusion de logiciels permettant de contourner les mesures techniques de protection (Digital Rights Management). Avant son adoption définitive, le projet de loi doit être examiné par le Sénat qui a prévu se pencher sur celui-ci, dès le mois de mai.

République française, Ministère de la culture et de la communication. «Projet de loi relatif au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information.» 1er mars 2006.

<http://www.culture.gouv.fr/culture/actualites/index-lois.htm>

<http://www.culture.gouv.fr/culture/actualites/index-droits05.html>

[Document de référence](#)

Par : LEPPM

Indicateurs

Canada - Le commerce mondial des services de la culture

Cette enquête menée par Statistique Canada présente les estimations sur le commerce international des services de la culture du Canada, de 1996 à 2003. Les services de la culture, tels que définis par cette étude, incluent notamment les services de production cinématographique, de radiodiffusion, de publicité et de publication. Parmi les constats, on note qu'en 2003, le déficit commercial en matière de commerce des services de la culture est devenu le plus important depuis 1996. Le déficit serait attribuable à une baisse de la demande des services canadiens de la culture, particulièrement dans certaines industries. L'analyse présente, d'une part, des indicateurs permettant d'identifier les industries d'où proviennent les plus importants revenus d'exportation. D'autre part, les catégories de services de la culture qui forment l'ensemble des importations canadiennes de ce secteur d'activités sont répertoriées et analysées. Des tableaux offrant des données plus détaillées sont également disponibles en ligne.

Statistique Canada. «Le commerce international des services de la culture du Canada, 2003.» Le Quotidien, numéro 11-001-XIF (28 mars 2006): 5-7.

<http://www.statcan.ca/Daily/Francais/060328/q060328b.htm>

[Document de référence](#)

Par : LEPPM

Nouvelles technologies

International - La diversité linguistique à l'ère du numérique

L'homogénéisation de la culture et l'utilisation d'une langue unique font partie des craintes exprimées envers la mondialisation. Bien que les nouvelles technologies de l'information et des communications offrent la possibilité de promouvoir la diversité culturelle et linguistique, elles demeurent tout de même une menace, en particulier pour les langues minoritaires. C'est le constat qui ressort de cette analyse basée sur des données qui dressent un portrait linguistique des contenus accessibles sur Internet. L'auteure s'interroge sur le risque d'uniformisation culturelle et linguistique que peut favoriser Internet. Elle propose quelques pistes de solution visant à favoriser le plurilinguisme dans les réseaux électroniques.

Naila Amrous. «Internet, chance ou menace pour la diversité culturelle et linguistique ?.» EspacesTemps.net, Textuel (05.03.2006).

<http://www.espacestemp.net/document1868.html>

Par : LEPPM

Mondialisation et économie

Réduction de la pauvreté et développement

International - Commerce international et justice sociale

Cet argumentaire de Joseph Stiglitz, récipiendaire du prix Nobel d'économie en 2001, rappelle que la théorie du libre-échange - la libéralisation commerciale mène vers la croissance économique - s'avère désavantageuse pour les pays en développement, dans la réalité. Le système commercial international, dans sa configuration actuelle, permet aux pays développés de maintenir des mesures favorisant leurs propres économies au détriment des économies en développement. À ce titre, l'auteur présente deux exemples; celui des subventions à l'agriculture et celui de l'accès aux médicaments génériques. Sur la base de l'engagement de la communauté internationale de réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015, le texte propose des actions susceptibles de rééquilibrer les relations commerciales entre pays développés et pays en développement. Notamment, l'idée d'une libéralisation commerciale «asymétrique», qui imposerait une discrimination positive envers les pays en développement est présentée.

Stiglitz, Joseph. «Social Justice and Global Trade.» Far Eastern Economic Review (Mars 2006): 18-22.

[Document de référence](#)

Par : LEPPM

Pays émergents

Chine - Les défis d'une rapide croissance économique

Cette analyse repose sur l'observation des progrès économiques considérables de la Chine au cours des dernières décennies et des défis qui l'attendent au cours des années à venir. Les auteurs estiment que, malgré l'expansion fulgurante qu'a connue l'économie en Chine, les autorités chinoises auront fort à faire afin d'assurer une progression soutenue, durable et résistante aux chocs qui pourraient survenir. Des mesures doivent être prises afin que les bénéfices de cette croissance économique puissent se traduire par des améliorations notables de la qualité de vie de la population. Selon cette réflexion, la situation actuelle de l'économie chinoise, autant au plan intérieur qu'international, est favorable à la mise en œuvre de réformes importantes sans risque de causer trop de turbulences économiques.

Fonds Monétaire international, Prasad Eswar S. & Raghuram G. Rajan. «Modernizing China's Growth Paradigm.» IMF Policy Discussion Paper, Mars 2006.

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/pdp/2006/pdp03.pdf>

[Document de référence](#)

Par : LEPPM

Indicateurs

Canada - La place du Canada dans le commerce mondial

Cette étude esquisse un tableau de la place du Canada dans le commerce mondial au cours de la forte période d'expansion qui a caractérisé les échanges commerciaux des quinze dernières années. On constate comment le Canada, en tant qu'économie très ouverte au commerce extérieur, a évolué afin de s'ajuster à la fois à la demande mondiale pour ses ressources et à la demande intérieure pour de nouveaux produits. Les données et l'analyse présentées rendent compte des transformations de la composition des échanges, de même que de l'évolution des relations avec les principaux partenaires commerciaux du Canada. On remarque qu'aujourd'hui les exportations canadiennes sont davantage concentrées - par pays et type de biens - mais qu'il existe une plus grande diversité des partenaires qui répondent à la demande en importations du Canada.

Statistique Canada. «La place du Canada dans le commerce mondial, 1990 à 2005.» L'Observateur économique canadien, Mars 2006.

http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB/pdf/mar06_f.pdf

[Document de référence](#)

Par : LEPPM

Politiques publiques

Union Européenne - Corriger les écueils de la mondialisation

Si l'ouverture des marchés engendre de multiples avantages économiques, elle a également des effets néfastes qui eux, sont ressentis plus rapidement au sein du tissu social. Les nombreuses pertes d'emplois causées par la transformation des échanges commerciaux internationaux en sont un exemple. Ce constat a poussé les États membres de l'Union européenne à trouver une solution pour aider les travailleurs européens victimes des effets pervers de la mondialisation. Le 1er mars, le président de la Commission européenne a présenté un règlement portant sur la mise sur pied d'un Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM). Ce Fonds, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2007, sera doté d'un budget allant jusqu'à 500 millions d'euros par année qui soutiendra la réinsertion professionnelle des travailleurs licenciés à la suite de mutations structurelles du commerce mondial.

Commission des communautés européennes. Proposition de Règlement du Parlement Européen et du Conseil portant création du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation. E3102 - COM (2006) 91 final du 01/03/2006.

<http://www.eurogersinfo.com/monde.pdf>

[Document de référence](#)

Mondialisation et éducation

Gestion

Europe - Des systèmes éducatifs en déroute ?

Cette étude d'un expert de l'OCDE décrit les systèmes éducatifs européens, comme défaillants, arriérés et loin d'être concurrents sur la scène internationale. Ce constat plutôt alarmant relève que la France et l'Allemagne «tirent l'Europe vers le bas», car ces deux pays ont des systèmes éducatifs économiquement mauvais et socialement injustes. Ce document fait abondamment mention de la nécessité de réformer «l'industrie» par un véritable «management». De plus, l'auteur fait remarquer que les universités doivent refléter des intérêts plus larges que ceux de «la communauté académique». Le rapport rappelle également aux institutions supérieures et à ses acteurs que l'Europe est maintenant en concurrence avec des pays comme la Chine et l'Inde où les coûts liés à l'éducation sont nettement inférieurs.

Scheicher, Andreas. «The Economics of Knowledge: Why Education is the Key for Europe's Success.» The Lisbon Council Policy Brief, mars 2006.

http://www.lisboncouncil.net/files/download/Policy_Brief_Economics_of_...

Par : LEPPM

L'internationalisation de l'éducation

International - Une enquête confirme la priorité accordée à l'internationalisation des études supérieures

Les résultats préliminaires de cette enquête mondiale sur l'internationalisation auprès des établissements d'enseignement supérieur (EES) sont très révélateurs. La compétitivité des EES est dorénavant une des grandes raisons d'être de l'internationalisation, selon les acteurs qui oeuvrent dans ce secteur. Ces derniers considèrent également que l'internationalisation comporte des bénéfices, dans une proportion de 96%, mais en contre partie, ils considèrent, à 70%, que cela comporte également des risques liés à la commercialisation de l'éducation supérieure.

Association Internationale des Universités (AIU). Enquête 2005 de l'AIU sur l'internationalisation - Résultats préliminaires. Janvier 2006.

<http://www.unesco.org/iau/internationalization/fre/pdf/internationaliz...>

Par : LEPPM

Mondialisation et environnement

Les ressources naturelles

Canada - La conservation des forêts au Canada passe par des politiques et des lois plus musclées

La conservation des forêts est-elle une réelle préoccupation au Canada ? Le rapport de ce groupe écologiste compare cinq États fédérés (Québec, Colombie-Britannique, Ontario, Nouveau-Brunswick, Alberta) où l'industrie forestière est importante. Les auteurs relèvent les lois et les politiques en vigueur, y compris les législations fédérales, afin d'évaluer les niveaux de conservation et ce, à partir de mesures d'évaluations précises. Dans l'ensemble, ces États fédérés ont des politiques et des lois peu contraignantes en ce qui concerne la conservation des forêts. Selon ces résultats, le Québec se démarque en obtenant le meilleur classement quant à sa bonne gestion de la ressource, ce qui va quelque peu à l'encontre de sa réputation de mauvais gestionnaire du secteur forestier.

Sierra Legal Defense Fund. Forest or Fibre? A 10-Year Report Card on Forest Conservation Law & Policy in Canada. A Sierra Legal Defense Fund Report, février 2006.

http://www.sierralegal.org/reports/forestorfibre_feb06.pdf

Par : LEPPM

Les changements climatiques

Asie - Par quels moyens la Chine et l'Inde peuvent-ils contribuer à la réduction des GES ?

Réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) ne peut se faire sans la participation de la Chine et l'Inde, responsables d'environ 36% de ces émissions mondiales en 2002. Les auteurs de ce document, souscrivent à cette affirmation et fournissent des données intéressantes sur la contribution, actuelle et à venir, de ces pays émergents. Ils proposent une nouvelle stratégie énergétique pour lutter efficacement contre le réchauffement planétaire. En ce qui concerne la Chine, l'abandon du charbon au profit du gaz naturel comme source énergétique principale, contribuerait à diminuer significativement les GES. Les auteurs, grâce à leurs scénarios de remplacement du charbon, affirment que cette méthode serait plus efficace comparativement à certains mécanismes prévus dans le Protocole de Kyoto, comme le mécanisme de développement propre (MDP).

Jackson Mike, Sarah Joy, Thomas C. Heller et David G. Victor. «Greenhouse Gas Implications in Large Scale Infrastructure Investments in Developing Countries: Examples from China and India.» Working Paper No 54, mars 2006.

http://iis-db.stanford.edu/pubs/21061/China_and_India_Infrastructure_D...

Par : LEPPM

Royaume-Uni - La mise en œuvre du Protocole de Kyoto et l'après-Kyoto selon le Royaume-Uni

Le Gouvernement britannique, qui reconnaît que ses cibles de diminution des gaz à effet de serre ne pourront être respectées, vient de rendre publique sa nouvelle politique sur les changements climatiques. On constate que le Royaume-Uni souhaite un nouveau consensus international pour l'application du Protocole de Kyoto. Les «priorités internationales» visent essentiellement à œuvrer sur la scène mondiale pour stabiliser les émissions et coopérer avec l'Union européenne pour aider les pays émergents à prendre part aux négociations de l'après-Kyoto.

HM Government. «Climate Change - The UK Programme 2006.» Presented to Parliament by the Secretary of State for the Environment, Food and Rural Affairs, mars 2006.

<http://www.defra.gov.uk/environment/climatechange/uk/ukccp/pdf/ukccp06...>

Par : LEPPM

Politiques environnementales

États-Unis - Un appel à une plus grande présence du politique dans la lutte aux changements climatiques

Stabiliser le climat représente un défi politique majeur et l'auteur de ce document affirme sans ambiguïté que «le monde a besoin de politique». Les habitudes de vie et les choix écologiques de la société civile et des entreprises, même s'ils demeurent importants, doivent être chapeautés par des politiques robustes qui encouragent des investissements judicieux et nécessaires, plus particulièrement dans les énergies propres. Pour étayer ses propos, l'auteur cite en l'exemple l'Oregon, qui est un État particulièrement vulnérable à la sécheresse, conséquence du réchauffement planétaire. Cet exemple met en évidence la composante globale/locale qui caractérise la lutte aux changements climatiques.

Goodstein, Eban. «Changements climatiques: Le monde a maintenant besoin de...politique.» L'État de la planète, No 25 (janvier/février 2006).

<http://www.delaplanete.org/IMG/pdf/numero25.pdf>

Par : LEPPM

Mondialisation et santé

Tendances

Europe - Implications bioéthiques de la mondialisation et politiques

La Commission européenne met sur pieds le projet BIG (Bioethical Implications of Globalization) en vue de guider la réflexion théorique et pratique vers l'établissement de politiques de santé internationales intégrant des principes de bioéthique. Le projet porte une attention particulière aux effets de quatre éléments liés à la mondialisation, soit les

migrations, le commerce international, la génomique et la menace du bioterrorisme. Il cherche à informer les responsables de politiques aux niveaux local, national et international sur les données susceptibles d'influencer les politiques publiques, qui n'apparaissent pas toujours évidentes à saisir. Le projet tient également à promouvoir les principes bioéthiques de justice sociale, de bienfaisance, de non-maléfiance et d'autonomie individuelle.

Novotny, Thomas E., Emilio Mordini, Ruth Chadwick, Martin J. Pedersen, Fabrizio Fabbri, Reidar Lie, Natapong Thanachaiboot, Elias Mossialos, Govin Permanand. «Bioethical Implications of Globalization: An International Consortium Project of the European Commission.» Policy Forum, PLoS Medicine, Volume 3, Issue 2 (February 2006).

http://medicine.plosjournals.org/archive/1549-1676/3/2/pdf/10.1371_jou...

<http://www.bigproject.org/project.htm>

Par : LEPPM

Normes internationales

International - Vers un traité encadrant les procédés pharmaceutiques

L'auteur de cet article centre sa réflexion sur la nature de «bien public global» que constituent les mesures permettant d'assurer la sécurité, l'efficacité et le rapport coût-bénéfice de produits et procédés médicaux et pharmaceutiques. Sur ce point, les États font face à une double pression à l'ère de la mondialisation. D'abord, celle de la course à l'innovation, domaine croissant d'impact sur les politiques publiques, dans un environnement réglementaire délicat. Ensuite, celle de l'industrie multinationale et de ses intérêts, notamment en matière de propriété intellectuelle, qui réduit d'autant les normes d'encadrement. Tout en examinant les mesures et institutions dont disposent plusieurs États (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, États-Unis, certains pays d'Europe et pays en développement), l'auteur envisage la possibilité d'un traité multilatéral permettant de consolider le pouvoir des États et de défendre ce bien public global.

Faunce, Thomas Alured. «Toward a treaty on safety and cost-effectiveness of pharmaceuticals and medical devices: enhancing an endangered global public good.» Globalization and Health, 2:5 (28 March 2006).

<http://www.globalizationandhealth.com/content/pdf/1744-8603-2-5.pdf>

Par : LEPPM

Pandémies

États-Unis - Priorités pour l'action contre le H5N1

Ce rapport fait suite à la stratégie nationale contre une possible pandémie d'influenza (National Strategy for Pandemic Influenza) lancée par le gouvernement américain, en novembre 2005. Il énonce les cinq priorités retenues pour une réaction efficace à ce risque : la surveillance de la maladie, le développement de vaccins et la capacité de production, la constitution de stocks d'antiviraux, la coordination de la préparation entre les niveaux fédéral, étatique et local et enfin, l'amélioration des plans d'information et de communication. Le rapport recense les fonds investis à ces fins et établit une projection simplifiée des événements ponctuant leur réalisation.

Department of Health and Human Services. Pandemic Planning Update. A Report from Secretary Michael O. Leavitt, March 13, 2006.

<http://www.pandemicflu.gov/plan/pdf/panflu20060313.pdf>

Par : LEPPM

FMI - Impact financier et économique global d'une pandémie: intervention

Dans ce document, le Fonds monétaire international (FMI) évalue les impacts et réactions possibles face à une pandémie, d'un point de vue macroéconomique. En tenant compte des aspects à la fois favorables et défavorables de la mondialisation dans un contexte de pandémie, il expose les risques financiers et économiques relatifs à la balance des paiements, aux flux de biens, de services commerciaux et de capitaux, à l'absentéisme et à ses répercussions sur la production, etc. Le FMI se propose de compléter l'action des institutions internationales en facilitant la coopération entre les États membres, en les informant sur les politiques macroéconomiques appropriées, en portant attention aux mesures permettant la continuité des affaires et en soutenant les pays au niveau du financement de la balance des paiements, lorsque nécessaire.

Avian Flu Working Group (in consultation with Departments and the Joint Bank-Fund Health Services Department). The Global Economic and Financial Impact of an Avian Flu Pandemic and the Role of the IMF. International monetary fund, February 28, 2006.

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/afp/2006/eng/022806.pdf>

Par : LEPPM

Mondialisation et sécurité

Sécurité civile

International - La sécurité humaine et la lutte au terrorisme mondial

Nouvelle priorité en plein essor depuis la fin de la Guerre froide et, au même moment, aspect important de l'actuelle politique étrangère du Canada, la notion de sécurité humaine vise particulièrement les populations de l'hémisphère Sud, confrontées à des problèmes tels que le trafic de drogues, les conflits interethniques et la faillite des institutions démocratiques. Toutefois, les attentats du 11 septembre 2001 ont fait de la lutte au terrorisme mondial une priorité concurrente. Les auteurs de ce texte démontrent comment la notion de sécurité humaine, en tant que composante de la gouvernance, a continué d'évoluer et ce, malgré l'attention portée à l'égard de la lutte au terrorisme mondial. Ainsi, la guerre menée contre le terrorisme reposerait sur les mêmes valeurs de la sécurité humaine.

Duffield, Mark, Waddell, Nicholas, «Securing Humans in a Dangerous World.» *International Politics*, vol. 43, no. 1 (Février 2006): 1-23.

<http://www.palgrave-journals.com/ip/journal/v43/n1/pdf/8800129a.pdf>

Par : LEPPM

Terrorisme

Australie - Mesure contre la prolifération

Le ministre des Affaires étrangères de l'Australie, Alexander Downer, présente les mesures prises par son gouvernement dans la lutte contre les armes de destruction massive reprises (ADM) dans un énoncé politique paru en octobre 2005. Ce texte met en garde contre la prolifération des menaces nucléaires, mais il fait aussi état du danger que soulève l'acquisition d'armes de destruction massive des groupes terroristes. En réponse à ces menaces imminentes, M. Downer invite la communauté internationale à renouveler l'appui à l'Initiative de sécurité contre la prolifération des ADM et des missiles (ISP). Depuis le lancement de cette activité en mai 2003 et ce, en conformité aux orientations des autorités nationales qui y souscrivent et aux dispositions pertinentes du droit international, plus de 60 pays participent ponctuellement aux travaux de l'ISP, dont le Canada.

Downer, Alexander. «Practical Action against Proliferation» *Australian Journal of International Affairs*, vol. 60, no. 1 (Mars 2006): 23-27.

Par : LEPPM

États-Unis - Les États-Unis et la guerre contre le terrorisme mondial ?

Depuis les attentats terroristes du 11 septembre, le gouvernement américain a engagé une lutte à finir contre le terrorisme mondial. Toutefois, il semble impossible de déterminer si le gouvernement du président Bush en sortira vainqueur. L'auteur de ce texte estime que le pays n'a pas encore gagné la guerre qu'il mène contre le terrorisme et prédit même qu'il pourrait la perdre. Mais, si cette campagne continue de s'envenimer, les États-Unis connaîtront des temps difficiles, ce qui vaudrait aussi pour le Canada lui aussi engagé dans la même lutte.

Ullman, Harlan, «Is the US Winning and Losing the Global War on Terror and Do We Know ?.» *Australian Journal of International Affairs*, vol. 60, no. 1 (Mars 2006): 29-41.

Par : LEPPM

Périmètres de sécurité

Canada - Remise en question de la souveraineté du Canada en Arctique

En juin 2005, une querelle diplomatique éclatait entre le Canada et le Danemark à propos de l'île Hans, située dans l'Arctique. Cette région devient un enjeu de haute importance car les pays y vivant à proximité de celle-ci vont

inévitablement réclamer et forcer un droit de passage et du même coup, y exercer leur influence. Cet incident s'ajoute au vieux litige de droit maritime international qu'est le passage de l'Arctique et qui oppose le Canada et les États-Unis. L'enjeu du Grand Nord force le gouvernement canadien à réaffirmer ses intérêts dans cette région.

Killaby, capitaine Guy, «Le grand jeu dans le Grand Nord : remise en question de la souveraineté du Canada dans l'Arctique.» Revue militaire canadienne (Hiver 2005-2006).

http://www.journal.forces.gc.ca/frgraph/Vol6/no4/PDF/05-North2_f.pdf

Par : LEPPM

Le prisme de la mondialisation

Points de vue multisectoriels

États-Unis - Les défis de la mondialisation

Ce périodique traite des enjeux majeurs auxquels font face les États-Unis dans la mondialisation et qui sont susceptibles de toucher, de manière plus large, la communauté internationale, incluant le Canada. Ce numéro envisage l'avenir de la mondialisation, à travers l'examen de divers défis : politiques économiques et monde du travail, culture, droits humains, démocraties, terrorisme, santé et éducation. Ces thèmes sont analysés par des universitaires, par des représentants de la fonction publique américaine, ainsi que par des experts en politiques publiques.

U.S. Department of State. «The Challenges of Globalization.» eJournal USA, Global Issues, Vol. 11, Number 1, Bureau of International Information Programs, February 2006.

<http://usinfo.state.gov/journals/itgic/0206/ijge/ijge0206.pdf>

<http://usinfo.state.gov/journals/itgic/0206/ijge/ijge0206.htm>

Par : LEPPM

France - Paradoxes à l'égard de la mondialisation

Divers aspects de la réaction française aux périls et possibilités de la mondialisation font l'objet de cette étude. Ouverture face aux flux d'investissements étrangers, fermeture face à certains éléments d'intégration régionale, tel le traité constitutionnel européen, la position française paraît difficile à saisir. L'auteur explicite les positions des responsables politiques et de l'opinion publique. Il replace ses observations dans le contexte de la crise du modèle social et met en perspective la question de l'identité française.

Fougier, Eddy. «La France face à la mondialisation.» Problèmes politiques et sociaux, La Documentation française, n. 920 (janvier 2006).

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/catalogue/3303332109203/index.s...>

Par : LEPPM